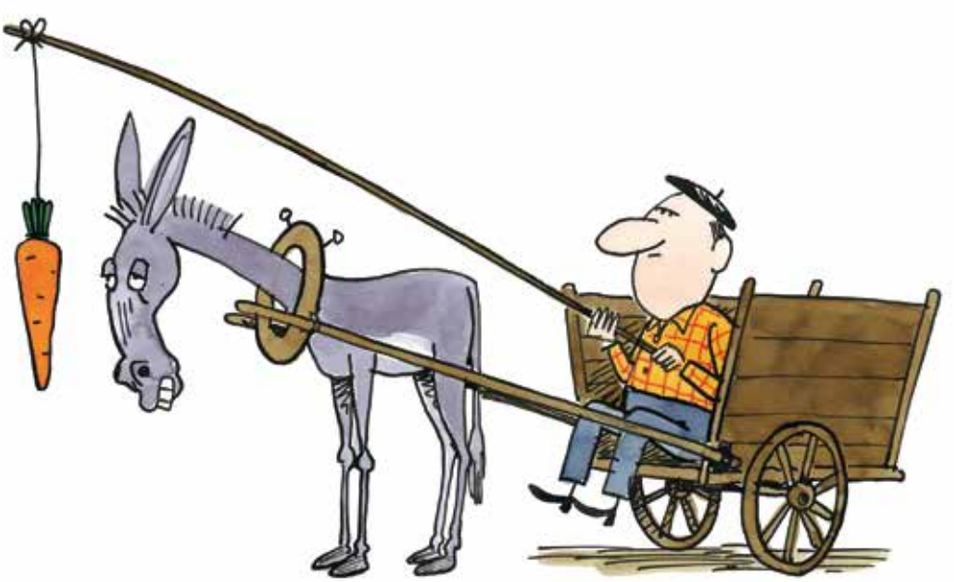
le stéphanais

277 19 NOVEMBRE - 17 DÉCEMBRE 2020 JOURNAL D'INFORMATIONS DE SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY

Technologies : la course folle

En ces temps de confinement, se tourner vers la vie numérique apparaît essentiel pour garder le lien avec ses proches, la culture ou le monde du travail… mais cette course effrénée est-elle nécessaire ? Et sans risques ?
p. 10 à 13



Un confinement… différent **p. 4 et 5**
Pour beaucoup, le nouveau confinement en place depuis le 30 octobre a des allures de vie quasi-normale.

Un « PLUS » pour les Stéphanais·es **p.7**
La Ville épaule les plus fragiles avec la mise en place d'un plan local d'urgence. Élu·e·s et services municipaux sont à l'écoute des habitant·e·s.

Coups de crayon **p.18 et 19**
D'Honoré Daumier à *Charlie Hebdo*, dessinateurs de presse et caricaturistes n'ont eu cesse de rire de toutes les formes de pouvoirs.

En images

PHOTO : J._P.S.

HOMMAGE

Réunis pour Samuel Paty

Près de 200 Stéphanais·e·s se sont rassemblé·e·s mercredi 21 octobre devant l'hôtel de ville pour rendre hommage à Samuel Paty, le professeur d'histoire-géographie de 47 ans assassiné vendredi 16 octobre lors d'un attentat terroriste à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines).
« *Pour les habitantes et habitants de notre ville, cette nouvelle douleur vient rouvrir la plaie de l'attentat qui a coûté la vie à notre prêtre Jacques Hamel, il y a quatre ans* », s'est notamment ému le maire, Joachim Moyse, avant de laisser place à une minute de silence.

COUVRE-FEU

Des rues désertes dès 21 h

Avant l'annonce du second confinement instauré dans toute la France depuis vendredi 30 octobre, l'État avait imposé un couvre-feu dans les zones les plus touchées par l'épidémie de Coronavirus, dont la métropole rouennaise.
À Saint-Étienne-du-Rouvray, les allées et venues hors de son domicile étaient interdites de 21 h à 6 h depuis samedi 17 octobre, minuit. Une mesure inédite vidant soudainement les rues de ses habitant·e·s. Tandis que les commerces et restaurants baissaient le rideau à heure fixe, les transports, vides, continuaient à fonctionner normalement.

PHOTO : J._P.S.

VISITE

Venue express du Premier ministre

Un impressionnant dispositif de sécurité était déployé en ville, samedi 31 octobre, pour le passage éclair du Premier ministre, Jean Castex et de la ministre des Armées, Florence Parly. Après avoir rencontré l'archevêque Monseigneur Lebrun, à la cathédrale de Rouen, le chef du gouvernement a tenu à se recueillir en l'église Saint-Étienne et à honorer la mémoire du père Hamel, tout en réaffirmant la volonté du gouvernement de défendre avec fermeté la liberté de culte.

LIRE L'ARTICLE sur www.saintetiennedurouvray.fr

Informations Covid-19

Second confinement en vigueur au moins jusqu'au 1er décembre

Annoncé le 28 octobre par le président de la République Emmanuel Macron, le nouveau confinement en vigueur depuis vendredi 30 octobre impose de nouvelles contraintes aux habitant·e·s.
Les réunions privées en dehors du noyau familial, les rassemblements publics et les déplacements entre régions sont à nouveau exclus.
Les bars, restaurants et commerces non essentiels sont fermés. À la différence du premier confinement, les écoles, collèges et lycées restent ouverts avec un protocole sanitaire renforcé. Lorsqu'il est possible, le télétravail est une obligation. Les services publics restent ouverts et une attestation est nécessaire lors des déplacements (lire ci-dessous).
Ces mesures doivent rester en place au moins jusqu'au 1er décembre.
Le confinement pourrait être prolongé en fonction de l'évolution de la circulation du coronavirus sur le territoire.

INTERNET

Les informations stéphanaises actualisées en ligne

Annonces gouvernementales, organisation des services municipaux, liste des commerces stéphanais ouverts, attestations de déplacement à imprimer… Pendant le confinement, retrouvez les dernières informations liées à la crise du Coronavirus sur le site www.saintetiennedurouvray.fr et les réseaux sociaux Facebook et Twitter de la Ville.

À MON AVIS

La Ville renforce la solidarité

Le reconfinement que nous vivons est une nouvelle épreuve que nous devons surmonter. Beaucoup d'entre nous ont été fragilisés depuis le mois de mars et nécessitent la plus grande attention. D'autre part, les services de santé ont été insuffisamment préparés à cette seconde vague. Ceci n'est pas admissible. Comment un pays aussi riche que le nôtre ne se donne-t-il pas les moyens d'avoir un service public hospitalier à la hauteur de la situation actuelle ?
Face à cette crise, la Ville s'adapte en permanence, renforce ses dispositifs solidaires, écoute et identifie les besoins qui s'expriment. Je présenterai, début décembre, les premières mesures du Plan local d'urgence sociale (PLUS) dont j'ai annoncé la création dans le dernier numéro du *Stéphanais*.
Ensemble, plus que jamais, adoptons les gestes barrières pour limiter la diffusion du virus, prenons soin les uns des autres.

Joachim Moyse
Maire, conseiller régional

Directrice de la publication : Anne-Émilie Ravache.
Directrice de l'information et de la communication : Sandrine Gossent.
Réalisation : service municipal d'information et de communication. Tél. : 02.32.95.83.83 - serviceinformation@ser76.com / CS 80458 - 76 806 Saint-Étienne-du-Rouvray Cedex.
Conception graphique : L'ATELIER de communication.
Mise en page : Aurélie Mailly.
Rédaction : Antony Milanesi, Laurent Derouet, Vincianne Laumonier, Isabelle Friedmann, Ariane Duclert. **Secrétariat de rédaction :** Céline Lapert.
Photographes : Jean-Pierre Sageot (J.-P. S.), Jérôme Lallier (J. L.) **Illustrations :** Cambon/Iconovox. **Distribution :** Benjamin Dutheil.
Tirage : 15 000 exemplaires. **Imprimerie :** IROPA 02.32.81.30.60.

COVID-19

Un confinement ? Pas vraiment…

Le second confinement a-t-il un impact sur la vie des Stéphanais·es ? Oui, mais l'impression générale est qu'il est beaucoup moins sévère. Avec une question : sera-t-il aussi efficace qu'au printemps ?

Les coulisses de l'info

Masque sur le nez et gel hydroalcoolique dans la poche, nous sommes allés, durant la première semaine du reconfinement, à la rencontre des Stéphanais·es pour recueillir leur sentiment. Sans savoir si d'ici notre parution la situation n'aurait pas déjà évolué.

Depuis le 30 octobre dernier, le confinement est de retour. Comme au printemps dernier ? Pas tout à fait… « *Pour moi, ce n'est pas un confinement. Beaucoup de gens travaillent, les enfants vont à l'école. On a l'impression de croiser du monde tout le temps et tous n'ont pas un masque* », regrette Saïf, un père de famille venu chercher son fils à la sortie de l'école Jean-Jaurès. Un peu plus loin, Lucie, venue récupérer sa fille en CP, pointe plutôt une maladresse dans le terme choisi : « *C'est autre chose que le confinement. Je pense que le président aurait dû expliquer les choses différemment, choisir un autre mot.* »

« Il faut s'y faire »

Pour eux, la rentrée a été particulière puisqu'il a fallu dire aux enfants qu'ils allaient devoir porter un masque pour aller en classe. « *Tous ses camarades en ont un alors ça va, elle comprend*, assure Lucie, *mais ce n'est pas facile car c'est un peu anxiogène. Il a fallu prendre le temps d'en parler.* » Pour le fils de Saïf, c'est un peu plus compliqué : « *Il me dit que ça le gêne, qu'il en a marre. Mais c'est pour notre santé à tous alors il faut s'y faire.* »

Plus tôt dans la journée, Lucas et ses camarades inscrits au lycée Marcel-Sembat de Sotteville-lès-rouen s'entassent dans le fond du bus F3, sans pouvoir respecter la fameuse distanciation sociale faute de place. « *Le matin ou le soir, on a l'impression que c'est comme d'habitude. Mais on n'a pas le choix si on veut arriver à l'heure en cours.* » Pas forcément inquiet, il concède tout de même être prudent lorsqu'il rentre chez lui. « *Je me lave plus souvent les mains, j'évite les contacts… On se dit qu'on peut l'avoir sans le savoir puisqu'on est jeune.* »

Au nouveau parc du champ des Bruyères inauguré fin septembre, les rayons de soleil du début novembre attirent de nombreux habitants qui profitent de l'autorisation de sortie dans un périmètre d'un kilomètre autour de chez soi. « *On habite pas loin, au Château blanc. Mais je ne sais pas si ça fait plus d'un kilomètre* », sourit Ignès venue avec deux copines prendre l'air. Elle non plus n'a pas la même impression avec ce

Malgré le doublement du nombre de bus aux heures de pointe sur certaines lignes, les transports en commun sont des foyers de contamination en puissance. Photo prise le 6 novembre 2020 en plein confinement.

PHOTO : J.-P.S.

« reconfinement ». « *On peut sortir pour aller en cours, voir les amis. On fait attention quand même…* » En tenue de sport, Icham est sorti pour faire un peu d'exercice. « *La dernière fois, le parc n'était pas encore ouvert. On n'avait pas de lieu à proximité où s'exercer* ». Abonné dans une salle de sport, il est lui impacté dans son loisir quotidien. « *La dernière fois, je m'installais sur mon balcon, mais bon ce n'était pas top. Là, on a de l'espace…* » Un œil rivé sur sa montre, regarde-t-il s'il ne dépasse pas l'heure autorisée ? « *En fait je regardais mon rythme cardiaque, mais oui je vais devoir bientôt rentrer.* » Et se reconfiner. Mais seulement jusqu'à demain…

À SAVOIR

Conservatoire « à distance »

Fermé au public en raison du confinement, le conservatoire de musique et de danse de la Ville n'a pas pour autant arrêté ses activités. « *La musique et la danse sont encore plus indispensables dans ces périodes* », assure sa directrice Lucie Brière. Début novembre, les professeurs se sont réunis pour partager leur expérience des enseignements à distance réalisés au printemps. « *Mais là c'est différent, car les enfants vont à l'école et c'est le début de l'année. Nous allons donc nous adapter au rythme et aux niveaux de nos élèves.* » Avec des formes adaptées à chaque instrument ou à la danse en explorant toutes les possibilités du numérique. « *On veut avant tout garder le lien et remplir la fonction sociale de notre mission* », tout en conservant de la qualité dans les apprentissages. Une volonté partagée par les centres socioculturels de Saint-Étienne-du-Rouvray qui eux aussi vont proposer des ateliers en « distanciel », un mot auquel il va sans doute falloir s'habituer.

INTERVIEW

« Nous avons anticipé »

Johnny et Isabelle Torreton sont installés rue Gambetta depuis 2002 au « Jardin de la tendresse ». Aujourd'hui, ils y vendent des fleurs, mais aussi de la presse. Et peuvent rester ouverts. Enfin presque…

Comment se déroule ce second confinement ?

Nous avons anticipé. On a l'expérience du premier et on s'est tout de suite dit qu'on allait continuer à vendre nos fleurs mais en « drive », même pour les piétons, ou en livraison. Il ne faut pas rentrer dans la boutique, c'est tout. Et éviter les contacts. Et même si à côté notre presse reste ouverte, on sépare bien les espaces.

Et comment se passent les ventes ?

Ça n'a rien à voir avec d'habitude, mais ça nous permet de tenir. On voit surtout du monde le matin. L'après-midi, les gens restent plutôt chez eux, même si on sent que c'est moins strict que la dernière fois. Mais le petit bouquet que l'on prend en rentrant pour faire plaisir, celui qu'on offre lorsque l'on est invité, ça, c'est fini pour l'instant.

Au quotidien, comment vous sentez-vous ?

On garde le moral. Ici, tout le monde nous connaît depuis le temps. Les gens sont gentils, ils ont toujours un mot de soutien. De toute façon, tant que l'on peut travailler, ça occupe. Car pour les commerçants qui ont dû fermer, c'est très dur.

BUDGET

Le coût de la crise

Un premier bilan daté du mois d'octobre évalue l'impact de la crise du coronavirus à 355 000 € sur le budget de la Ville.

PHOTO : J.-L.

IMPOSSIBLE À INCLURE DANS LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES DE L'ANNÉE 2020, l'impact financier de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Coronavirus a été évalué par les services municipaux. Le maire Joachim Moyse a relayé ce premier bilan lors du conseil municipal du 15 octobre dernier. Entre la baisse des recettes (592 000 €), les charges supplémentaires (278 000 €) et malgré la réduction de charges estimées (515 000 €), la circulation du Coronavirus a généré un déficit d'environ 355 000 € dans les comptes stéphanais. L'annulation des activités Unicité qui n'ont pas pu avoir lieu en mars et avril et qui n'ont repris que partiellement en mai, ainsi que le remboursement du troisième trimestre aux usagers, représente 172 000 €. C'est la principale baisse de recettes pour la Ville, cela concerne à la fois la restauration, les Animalins, les centres de loisirs, les sports, les activités des centres socioculturels et celles du conservatoire. Parallèlement, l'annulation des locations de salles du 21 mars au 26 juillet représente 26 985 € (La Houssière et la salle festive).

Masques, gel et plexiglas

Côté dépenses, la facture la plus importante incombe à l'achat de masques et de gel hydroalcoolique (122 144 €) suivie de la mise en place et de la gestion, du 2 avril au 17 juillet, du centre Covid à la salle festive (90 000 € du fait des désinfections, nettoyages, installation du matériel technique et informatique et gardiennage). Au moment du déconfinement, l'achat du matériel pour les accueils municipaux, notamment du plexiglas, a coûté 15 000 €. L'augmentation des fréquences de nettoyage couplée à la hausse du niveau de propreté exigée des locaux est estimée à 40 000 €. L'arrêt des activités a logiquement fait baisser les dépenses (organisation d'événements, recours aux agents de type vacataire, etc.) mais côté investissement, il y a un effet glissement des chantiers. Des factures à régler initialement en 2020 devront l'être en 2021, notamment sur certains programmes de travaux dans les écoles estimés à 700 000 €. Et le premier édile de conclure sur une note moins salée : « *Malgré la baisse de dotations de l'État, nous poursuivons nos efforts sur la maîtrise des gestions courantes. Nous n'avons pas recouru à l'emprunt pendant deux années, si bien que la dette municipale a diminué de 7 millions d'euros.* »

SENIORS

Le colis de Noël porté à domicile

PHOTO : J.-P. S.

Du 2 au 11 décembre, les agents des différents services municipaux organisent une grande distribution de 2 700 « colis de Noël » aux Stéphanais·es de plus de 65 ans. Une mobilisation hors norme qui répond aux contraintes engendrées par la crise sanitaire. Organisée chaque année à la salle festive, la traditionnelle distribution de ce colis de fêtes de fin d'année ne pouvait pas avoir lieu sans risques. Les Stéphanais·es concerné·e·s ont été prévenu·e·s par un courrier du service vis sociale des seniors. Les habitant·e·s n'ayant pas reçu cette lettre peuvent s'adresser au service de la Ville dédié aux seniors en appelant le 02.32.95.83.94.

SOLIDARITÉ

Un « plus » social pour les Stéphanais·es

Afin d'épauler les plus fragiles, la Ville veut mettre en place un Plan local d'urgence sociale (PLUS) permettant aux habitant·es d'exprimer leurs difficultés. Élu·e·s et services municipaux sont à l'écoute pour trouver des réponses pérennes à la crise sanitaire.

En faire « Plus » pour les Stéphanais·es et les acteurs locaux fragilisés par la crise sanitaire. Voilà l'objectif du Plan local d'urgence sociale (Plus) que la Ville veut mettre en place. Concrètement, ce « Plus » passe d'ores et déjà par l'ouverture de permanences d'élu·e·s supplémentaires, afin de recueillir les demandes des habitant·e·s et – lorsque c'est possible – les orienter vers les dispositifs d'aide déjà en place. Depuis l'instauration du second confinement, ces rendez-vous ne se déroulent plus que par téléphone. Les Stéphanais·es qui rencontrent des difficultés de vie au quotidien (niveau de vie, insertion et emploi, logement, santé, mobilité, isolement…) sont invité·e·s à appeler le 02.32.95.83.83 pour obtenir un entretien. Avec l'aide des services municipaux, les élu·e·s élaboreront prochainement des propositions pour la population.

Un observatoire des besoins

Les premières mesures du « Plus » pourraient ainsi être annoncées dès le mois de décembre. « *Le but, à terme, est de construire un observatoire de la situation sociale et économique de notre population* », indique le maire, Joachim Moyse, dont l'idée du plan d'urgence a émergé le 14 octobre dernier, au lendemain de l'annonce par Emmanuel Macron de l'instauration du couvre-feu dans la métropole rouennaise. Les élu·e·s stéphanais·es ont pu, dès le lendemain lors du conseil municipal du 15 octobre, voter à l'unanimité une demande d'aide financière à l'État pour soutenir la mise en place de ce plan d'urgence et des actions locales d'entraides qui en découleront. « *Il faut prendre la mesure de la vague sociale qui touche notre population et des niveaux de vie qui s'abaissent*, avait alors déclaré le maire. *Les Stéphanais·es qui viennent nous voir expriment des difficultés à s'insérer sur l'emploi, à trouver un logement avec un prix abordable, à accéder aux soins, un certain nombre de choses qui touchent toute la population stéphanaise, y compris celle qui ne nous contacte pas directement.* »

EN PRATIQUE Pour prendre rendez-vous avec les élu·e·s, appelez au 02.32.95.83.83.

PLAN LOCAL D'URGENCE SOCIALE
SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY

À SAVOIR

Un « Plus » de plus

Le 20 octobre dernier, la Métropole Rouen Normandie a également manifesté l'intention d'en faire « Plus » avec la mise en place d'un « Plan local d'urgence solidaire » pour soutenir associations, entreprises et jeunes du territoire, touchés par les conséquences du couvre-feu et du second confinement. Un plan qui se chiffre à six millions d'euros, dont un fonds de soutien métropolitain aux communes de 800 000 €. Grâce à ce dernier, chaque ville de l'agglomération devrait disposer d'une enveloppe qu'elle pourra allouer à ses associations locales, avec des aides allant de 200 à 1 500 €.

LOGEMENTS

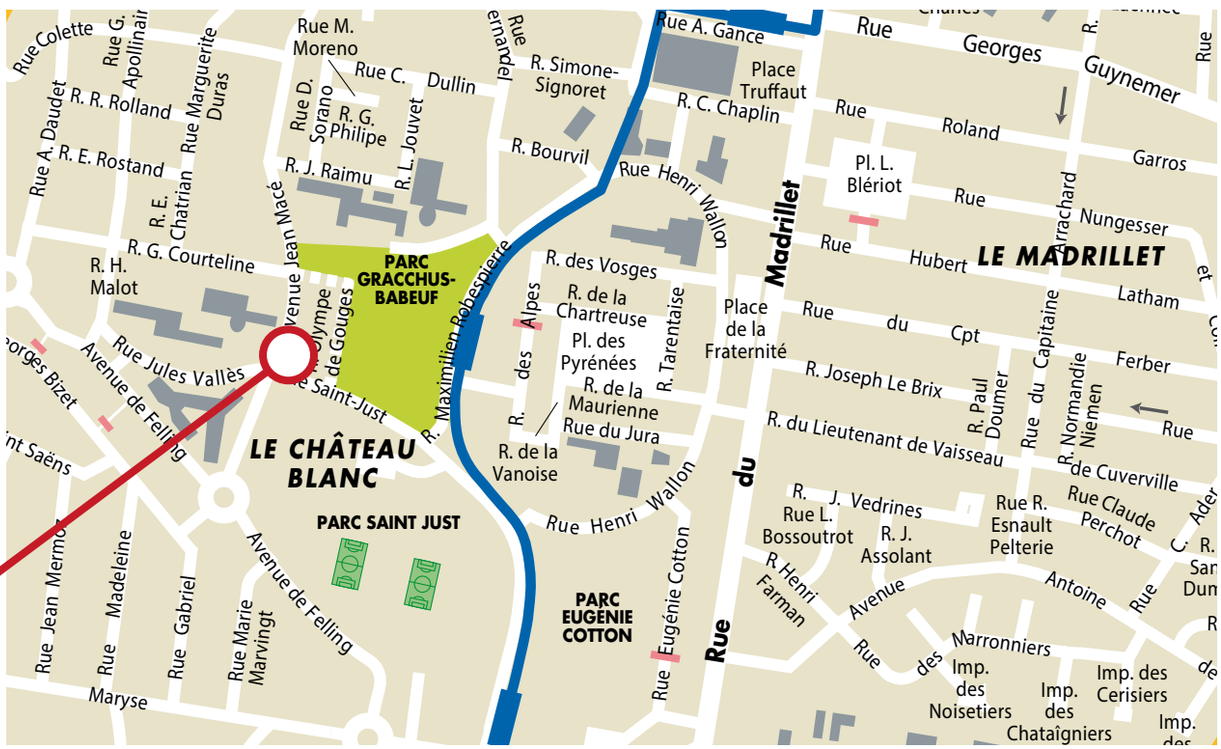
Chantiers en cours

De nombreux projets de construction et de rénovation de logements fleurissent actuellement dans les différents quartiers de la ville. Ces travaux, qui vont s'étaler sur plusieurs années, témoignent de l'augmentation continue du nombre de Stéphanais·es depuis 2011.

Difficile d'imaginer aujourd'hui que Saint-Étienne-du-Rouvray était, à l'origine, un bourg rural de seulement 500 âmes en bordure de Seine. La ville s'est d'abord développée le long de cet axe naturel, puis du chemin de fer, au fil de son industrialisation (rail, textile, métallurgie, papier). La population stéphanaise est ainsi passée de 10 800 habitants en 1946 à 25 833 en 1962 pour culminer à 37 242 habitants en 1975. À partir de cette date, elle a momentanément décru pour atteindre 27.815 habitants en 2006. Avec 29180 Stéphanais·es au 1er janvier 2019 (dernier décompte officiel), Saint-Étienne-du-Rouvray est la troisième ville de l'agglomération rouennaise en termes de population. Sa démographie est en constante progression depuis 2011 avec une variation annuelle moyenne de + 116 habitants.

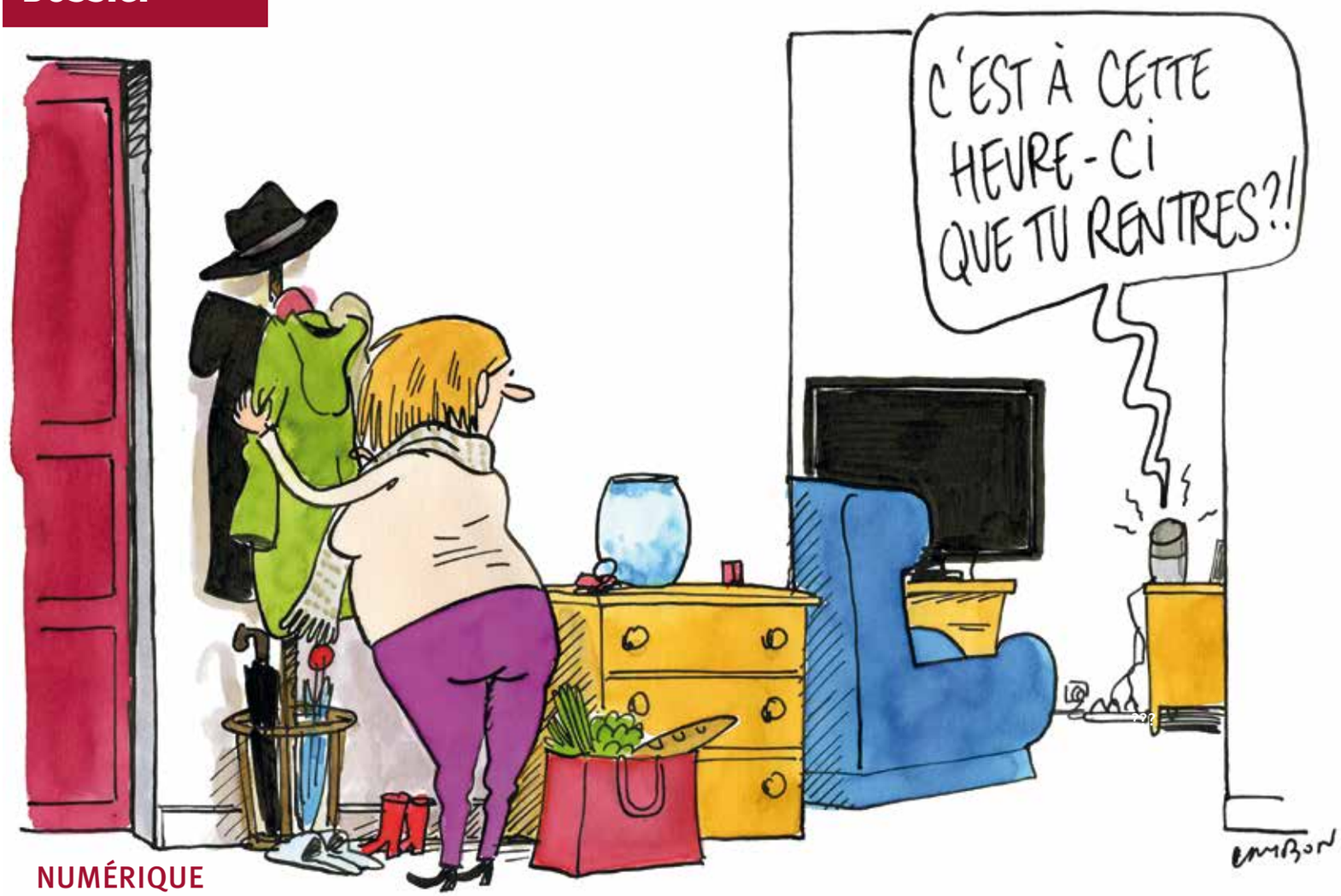
Logements créés ou rénovés

À travers le PLUI (Plan local d'urbanisme intercommunal), le NPNRU (Nouveau programme national de renouvellement urbain) ainsi que le Programme local de l'habitat (PLH) 2020-2025 et le Plan initiative copropriétés, les projets d'habitats en cours sur le sol stéphanais font écho à la demande de logements et la reprise démographique.
Ces derniers sont chapeautés par différents bailleurs et bailleurs sociaux : le Foyer stéphanais, Habitat76, ICF habitat, Édifidès immobilier, Logéo. La photographie des projets actuels porte à plus de 260 le nombre de logements créés ou rénovés d'ici deux à trois ans. Une estimation basse, la durée des chantiers pouvant fortement s'allonger en fonction de l'évolution de la crise sanitaire.
Parallèlement, la politique urbaine menée par la Ville veille à la bonne tenue de l'habitat. Par exemple avec l'évacuation de l'immeuble Sorano fin septembre 2019, et la mise en place d'un « permis de louer » début 2020 (*Le Stéphanais* n°266) visant à interdire la location ou à exiger des travaux aux propriétaires de logements jugés indignes (*Le Stéphanais* n°274).



RUE OLYMPE-DE-GOUGES
18 LOGEMENTS
Logéo
Livraison :
ÉTÉ 2021

1 Rue de Bruxelles
2 Rue de Washington
3 Rue de Belgrade
4 Rue de Londres
5 Place des Nations Unies
RUE DE STOCKHOLM
79 LOTS
Habitat 76
Livraison :
JANVIER 2022
RUE MARC-SEGUIN
14 LOGEMENTS
SACICAP
Livraison :
DÉBUT 2022
RUE DES ACACIAS
48 LOTS
Habitat 76
Livraison :
MAI 2021
CENTRE HOSPITALIER SPÉCIALISÉ DU ROUVRAY
ZONE D'ACTIVITÉS DE SAINT YON
1 Rue des Jacynthes
2 Rue des Iris
3 Allée des Muguets
4 Rue des Roses
5 Rue des Jasmins
6 Rue des Lilas
7 Rue des Marguerites
8 Rue des Chrysanthèmes
9 Rue des Capucines
CITÉ DES FAMILLES
PARC DE L'ORÉE DU ROUVRAY
BOIS DES ANÉMONES
PARC OMNISPORTS YOURI GAGARINE
LES CATELIERS
LE BIC AUBER
CITÉ DES FAMILLES
85 LOGEMENTS
ICF
Livraison :
FIN 2020
RUE DE PARIS
4 LOGEMENTS
Foyer stéphanais
Livraison :
DÉBUT 2022
RUE DE L'ARGONNE
10 LOGEMENTS
Édifidès
Livraison :
ÉTÉ 2021
1 Rue du Quercy
2 Rue de Limagne
3 Rue de Touraine
4 Rue du Minervois
LA HOUSSIÈRE
BOIS DU VAL L'ABBÉ
PARC HENRI BARBUSSE
LA RUELLE DANSEUSE
1 Allée des Tisserands
2 Allée des Fileurs
3 Allée des Fondeurs
4 Allée des Paveurs
5 Allée des Cotonniers
6 Rue des Maraîchers
7 Rue Jean-Jacques Rousseau
8 Rue Abbé Papillon
9 Rue de la Gachère
10 Rue Émile Masqueray
QUARTIER DE L'INDUSTRIE
8 LOGEMENTS
Foyer stéphanais
Livraison :
JANVIER 2022



NUMÉRIQUE

La fibre, la 5G, et après ?

Le confinement est de retour et, avec la crise du Covid-19, le numérique s'installe de plus en plus durablement dans nos vies. Télétravail, e-commerce, e-learning, télémédecine, réseaux sociaux, plateformes de divertissement : les usages explosent et l'appétit de connexion avec.

Ils resteront les grands gagnants du confinement : les Gafam (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) ont vu au troisième trimestre 2020 – une fois de plus – leur chiffre d'affaires s'envoler. Et pour garder un semblant de relation en temps de Covid, ce sont désormais plus de 2,5 milliards de personnes dans le monde qui se connectent chaque jour à au moins une des quatre applications de Facebook (Facebook, Instagram, Messenger, WhatsApp).

Avec la distance imposée par la crise sanitaire, le passage au télétravail est pour beaucoup d'habitants devenu une obliga-

Les coulisses de l'info

Smartphone en poche, montre connectée au poignet, assistant vocal dans le salon… faut-il courir après le haut débit au risque de perdre notre connexion avec le quotidien ?

tion. Le gouvernement avait anticipé la situation sans le vouloir en promettant en 2013 la généralisation du très haut débit sur le territoire pour 2022, un chantier qui prend une nouvelle urgence pour les télétravailleurs forcés. À Saint-Étienne-du-Rouvray, l'opérateur SFR FTTH poursuit l'installation de la fibre, avec quelques retards constatés par les habitants.

Le passage à la 5G

Mais à peine en voit-on le bout que déjà la suite s'annonce : le très haut débit arrive aussi sur le smartphone – par ailleurs de plus en plus sollicité par les Français pour se connecter à internet – avec le passage à la 5G. Focalisé dans un premier temps sur les enjeux de souveraineté technologique, le débat autour de la nouvelle génération mobile s'est brusquement enflammé fin septembre avec l'attribution par l'État des nouvelles fréquences aux opérateurs. Un saut numérique indispensable et stratégique pour les uns, une dangereuse fuite en avant pour les autres. Frigo connecté contre lampe à huile, chacun est prié de choisir son camp. Entre les défenseurs d'un progrès à marche forcée, et ceux qui penseraient plus sage de se hâter lentement, l'État a donc tranché.

Peut-on raisonnablement prendre le temps de débattre alors même que la France accuse déjà un retard sur les pays voisins, et que l'économie mondialisée nous somme de nous positionner ? Pour Étienne Gardea, ophtalmologue à Rouen, c'est le sens de l'histoire. Il y a trois ans, il créait sa start-up eyeneed.fr pour déployer sur le terrain un réseau connecté de professionnels de santé (ophtalmologues, opticiens, pharmaciens, médecins de proximité…) dans le but de fluidifier la prise en charge. « *Concrètement, nous avons réussi à faire passer les délais de consultation de 3 mois à 24 jours et la distance de prise en charge à moins de 10 km.* » Pour Étienne Gardea, la 5G sera nécessaire pour déployer un vrai maillage territorial avec une médecine de plus en plus technique et qui nécessite la transmission d'images en haute résolution. Mêmes besoins au CESI, école d'ingénieurs installée sur le campus du Madrillet et spécialisée dans les enjeux de l'industrie du futur. Pour Christine Dispa, sa directrice, « *la compétitivité se joue aujourd'hui pour les entreprises sur les services et l'innovation, avec des applications très concrètes comme la cobotique (collaboration homme-robot) pour soulager certains postes de travail pénibles ou la réalité virtuelle pour faciliter des opérations de maintenance de plus en plus complexes* ».

Montre et fourchette connectées

Voiture autonome, smartgrids, smart cities, industrie 4.0, télémédecine. Le futur plein de robots, d'intelligence artificielle et d'optimisation semble tour à tour à la fois enviable et inquiétant, et c'est bien là toute la complexité. Difficile d'y voir clair entre fausses promesses et vrais défis et la croyance tenace que le numérique servira nécessairement la transition écologique. Car les « autoroutes du futur » c'est surtout un boulevard pour les 45 milliards d'objets connectés (IoT) annoncés dans le monde dès 2030 et à l'utilité plus que contestable : montre, tee-shirt, fourchette surveillant l'alimentation et même la couche-culotte aujourd'hui se connectent ! Des assistants vocaux s'invitent dans les maisons, sans oublier évidemment le frigo connecté déjà bel et bien en rayon, équipé de « *trois caméras qui regardent à l'intérieur grâce à l'écran HD* » et qui permet aussi « d'écouter de la musique, de consulter une recette pour le dîner, de regarder la télé ou encore vos photos de famille, le tout en cuisinant ! » explique sans rire une grande enseigne d'électroménager. Progrès ? Gadgets ? Plus encore mouchards du quotidien et aspirateurs à data pour des publicitaires qui travailleront en retour à faire aimer toujours plus d'objets connectés qui finiront bientôt au fond des tiroirs.

Quid des dommages collatéraux ?

Dans le même temps, de plus en plus de voix s'élèvent pour alerter sur les dommages collatéraux de cette poussée de fièvre numérique : impact sanitaire, gaspillage de ressources précieuses pour la fabrication des équipements, dérapage de la consommation électrique lié à l'inflation toujours continue du trafic et l'empilement des technologies. À l'issue de ses travaux, la Convention citoyenne pour le climat demandait un moratoire sur le déploiement de la 5G, jusqu'à la publication de deux rapports attendus pour 2021 de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) et de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe). Un appel relayé symboliquement par plusieurs maires de grandes villes.

CINQUIÈME GÉNÉRATION

C'est quoi la 5G ?

La 5G est la 5e génération de réseau mobile après la 1G, 2G, 3G et 4G qu'elle n'a pas vocation à remplacer d'ailleurs, au moins dans un premier temps. Par rapport à la 4G, la 5G apporte plusieurs améliorations, dont principalement le très haut débit décentralisé qui permet de gérer une multitude d'appareils connectés (pour la voiture autonome par exemple) et un temps de latence (délai de transmission d'une information) presque instantané (applications dans la robotique). Le déploiement de la 5G est prévu dans un premier temps sur les fréquences basses déjà utilisées par la 3G/4G (3,4/3,5 MHz) et plus tard sur les fréquences millimétriques (26 GHz) qui offrent un débit maximum mais de courte portée.

Si certains bénéfices réels peuvent être attendus, le déploiement précipité de la 5G a plus sûrement pour vocation d'anticiper l'explosion du trafic des données mobiles pour maintenir la capacité du réseau dans les zones les plus denses avec des usages pour l'essentiel de loisirs (cloud gaming, vidéos en streaming, réalité virtuelle)*. Et c'est là que se pose alors, au-delà de la 5G, un enjeu de société, sur fond d'inquiétude désormais grandissante face à des évolutions technologiques qui nous ont échappé. En 2019, Bruno Patino, homme de média et président d'Arte France publiait *La civilisation du poisson rouge, petit traité sur le marché de l'attention*. Il y explique comment Google a fondé son modèle de développement à partir d'un simple calcul de ses ordinateurs : le temps d'attention maximum d'un Millenial, né avec un écran tactile au bout des doigts, est de 9 secondes, soit une seule seconde de plus que le poisson rouge qui tourne en rond dans son bocal et à chaque tour de bocal pense redécouvrir le monde.

Les déçus de la révolution numérique se font chaque jour plus nombreux : enjeux sanitaires, sobriété numérique incompatible avec les croissances annoncées, protection des données personnelles, effets de dépendance et anxiété, déshumanisation, polarisation du débat démocratique et la question urgente de la fracture numérique. L'heure est venue de faire des choix, de fixer des priorités et de réfléchir aux enjeux sociétaux de l'usage de ces technologies. Au moins de s'interroger sur les limites d'une société où l'écran conditionne de plus en plus notre accès au monde, nous prive de notre rapport sensible aux objets et entretient l'illusion d'un monde à portée de clic. ■

*** Déployer la sobriété numérique, rapport intermédiaire du Shift Project**

La solitude devant l'écran

« Problème », maladie », « handicap », « fléau » des temps modernes, souffrir d'illectronisme est le mal du XXIe siècle. Peut-on vivre encore sans internet ?

Pour accéder aux savoirs, à l'économie du partage, internet a marqué un progrès indéniable. Mais suffisait-il d'étendre la couverture numérique et de développer l'offre pour que tout le monde y ait accès naturellement ? Force est de constater que non. La période du confinement a révélé au grand jour les inégalités qui traversent notre société. Pourtant la question ne date pas d'hier : dès 1999, Lionel Jospin parlait pour la première fois « d'illectronisme ». Vingt ans après, l'Insee fait un état des lieux : « En 2019, 15 % des personnes de plus de 15 ans n'ont pas utilisé internet au cours de l'année, tandis que 38 % des usagers manquent d'au moins une compétence numérique de base et 2 % sont dépourvus de toute compétence. » Sans surprise, les plus de 75 ans sont les moins connectés (une personne de 75 ans et plus sur deux n'a pas accès à internet à son domicile) mais les disparités concernent également les plus jeunes, et d'autant plus qu'ils sont moins diplômés, plus isolés, ou à revenus plus modestes.

Dématérialisation accrue

Animateur de l'ACSH (Association du centre social de La Houssière), Guillaume Machado intervient au centre socioculturel Georges-Brassens lors d'ateliers informatiques individuels ou des aides plus ponctuelles et la demande ne cesse d'augmenter : « *J'accompagne principalement des retraités qui en général ont plutôt envie d'apprendre, mais aussi des jeunes, très à l'aise sur internet mais beaucoup moins avec les outils de base comme le traitement de texte ou l'envoi de mail avec une pièce jointe…* » Lena*, 56 ans, en reconversion professionnelle après une carrière dans le médical, suit ses cours assidûment : « *On connaît souvent le logiciel de son métier mais pas le reste.* » Lena sait que pour retrouver aujourd'hui un travail, elle devra se former, mais pour beaucoup de démarches, elle estime « *qu'on devrait avoir le choix* ». Car année après année, le numérique pénètre toutes les sphères de la société sans vraiment laisser d'alternative. Pour accéder aux loisirs, gérer son compte, acheter un billet de train ou souscrire une ligne téléphonique. Et désormais ce sont les services publics qui se dématérialisent les uns après les autres : hier le permis de conduire, aujourd'hui la CAF, demain la carte Vitale transformée en appli (appV).

Le plan promis par Emmanuel Macron d'ici à 2022 censé simplifier les démarches, rationaliser l'offre de soin et faire des économies sur le long terme vire au cauchemar pour beaucoup d'usagers pris dans la jungle des mots de passe et démunis face à des écrans intransigeants, au point que certains finissent par renoncer à leurs droits. En 2018 était lancée la « Stratégie nationale pour un numérique inclusif » avec la création de pass numériques pour former les Français éloignés du numérique. Mais faute de moyens – même augmentés en 2020 à

30 millions d'euros - et de volonté, les choses n'avancent guère sur le terrain. D'autres acteurs se mobilisent comme le MedNum, coopérative d'acteurs de la transition numérique à l'initiative de la plateforme solidarité-numérique.fr destinée à accompagner les démarches en ligne et néanmoins joignable par téléphone. Alors « peut-on encore vivre sans internet ? » s'interrogeait Julien Brygo dans un article paru dans *Le Monde diplomatique* en août 2019. On pourrait même préciser : peut-on encore vivre sans investir dans une box, un ordinateur ou un smartphone ? Il semblerait que la porte soit de plus en plus étroite pour les derniers récalcitrants qui n'ont pas pu ou pas voulu prendre le train en marche. Mais que dire d'un projet de société qui laisse tout de même sur le bord de la route quelque 13 millions de personnes ? ■

*** Le prénom a été changé**

INTERVIEW

« Il faut penser le lien technique - culture »

Éric Guichard a fondé en 1998 l'équipe de recherche pluridisciplinaire Réseaux, savoirs et territoires de l'École normale supérieure (ENS), qui étudie comment les réseaux et internet interagissent avec les pratiques sociales.

Quand on parle des nouvelles technologies, on oublie souvent la dimension sociale ?

Oui, et il y a derrière les nouvelles technologies un véritable enjeu politique. Nos derniers travaux ont pour objectif de mieux le visualiser. Nous développons ainsi des cartographies qui permettent d'inscrire concrètement la technique dans les dynamiques sociales, de l'ancrer dans les territoires. Nous venons de mettre en ligne par exemple, après trois ans de travail, une cartographie inédite* qui croise à une échelle de 200 m sur 200 m l'implantation de tous les équipements de téléphonie mobile en France avec le profil sociologique des populations (pourcentage de ménages pauvres, pourcentage de jeunes).

La 5G est-elle aussi politique ?

La 5G est la continuité d'un discours qui maintient l'illusion d'un progrès incessant. La réalité aujourd'hui est que l'essentiel des flux est utilisé pour vendre de la publicité ! L'internet des Gafam est entré dans une phase prédatrice et régressive. Par la suite, nous envisageons d'ailleurs de créer une carte sur la captation de nos données, qui représente aujourd'hui un enjeu considérable : nous sommes constamment suivis à la trace.

Comment reprendre le contrôle ?

Il faut d'urgence que les populations se réapproprient les nouvelles technologies en instaurant de nouveaux rapports de force. Nous sommes aujourd'hui comme des analphabètes : à nous d'apprendre à écrire avec ces outils numériques. Il faut penser le lien technique – culture comme nous pensons le lien écriture – culture.

*** https://cutt.ly/antennes4G**

Tribunes libres

Communistes et citoyens

La France est de nouveau confinée pour faire face à la deuxième vague de contamination à la Covid-19. Le gouvernement a fait le choix de préserver l'activité économique aux dépens de l'investissement dans le service public hospitalier. Les personnels soignants font face à des contaminations plus nombreuses qu'au printemps sans bénéficier de moyens, d'effectifs ni d'équipements supplémentaires. Il est inadmissible de constater un tel niveau d'impréparation de la part du gouvernement. Les mesures sanitaires sont davantage sécuritaires, ce qui fait naître une défiance portant gravement atteinte à la conscience collective du risque lié au virus. L'État doit remettre au premier plan la santé plutôt que les restrictions de libertés. Il doit mobiliser l'ensemble des personnels soignants de notre pays, publics comme privés, ainsi que les fonds garantissant des équipements et des rémunérations à hauteur des missions à accomplir pour sauver des vies.

TRIBUNE DE Joachim Moyse, Anne-Émilie Ravache, Pascal Le Cousin, Édouard Bénard, Murielle Renaux, Nicole Auvray, Didier Quint, Florence Boucard, Francis Schilliger, Marie-Pierre Rodriguez, Najia Atif, Hubert Wulfranc, Jocelyn Chéron, Carolanne Langlois, Mathieu Vilela, Agnès Bonvalet, Christine Leroy, José Gonçalvès, Romain Legrand, Aube Grandfond Cassius.

Élu·e·s socialistes écologistes pour le rassemblement

20 %, c'est la part que représentent les jeunes (15-29 ans) dans notre ville. Cette jeunesse est aujourd'hui frappée de plein fouet dans ce contexte de pandémie et de confinement. En effet, les jeunes sont les plus nombreux parmi les populations précaires et pauvres. Pour ne pas sacrifier toute une génération, les socialistes proposent un revenu de base (constitué du RSA qui est aujourd'hui accessible à partir de 25 ans + de la prime d'activité) et une dotation d'au moins 5 000 euros pour toute personne atteignant 18 ans. Ce projet prend la forme d'une proposition de loi nommée AILES : revenu de base et dotation en capital à 18 ans. Pour contribuer à l'écriture de cette loi, rendez-vous sur www.parlement-et-citoyens.fr/ailes

TRIBUNE DE Léa Pawelski, Catherine Olivier, Gabriel Moba M'Builu, Alia Cheikh, Ahmed Akkari, Dominique Grevrand.

Europe Écologie Les Verts

Le gouvernement a identifié la 5G comme un enjeu stratégique. Cette décision intervient sans étude d'impact climatique et environnemental ni aucune consultation publique. L'utilité réelle de la 5G est loin d'être évidente. Malgré toutes les alertes, y compris pour la santé, les attributions de fréquences sont prévues dans les semaines qui viennent. Pourtant, des questions environnementales, sanitaires et démocratiques sont posées : consommation immense d'énergie par les antennes et serveurs, dégagement de chaleur, exploitation des ressources naturelles non renouvelables, extraction des métaux rares et esclavage moderne des pays pauvres de la planète, sans parler des déchets non recyclables. L'histoire récente nous a largement démontré qu'une vigilance citoyenne est toujours nécessaire en matière de santé publique. Nous, élu·e·s écologistes stéphanais, demandons donc un moratoire sur la 5G.

TRIBUNE DE David Fontaine, Grégory Leconte, Laëtitia Le Béchec, Juliette Biville.

Rouvray debout

Tribune non parvenue
au moment de l'envoi à l'imprimeur.

TRIBUNE DE Johan Queruel, Lise Lambert.

Citoyens indépendants, républicains et écologistes

La crise sanitaire que nous traversons s'intensifie avec l'approche du pic de cette deuxième vague. Suite à l'allocution du Premier ministre, nous avons confirmation que les fêtes de fin d'année vont s'en trouver impactées et que la fermeture des commerces et rayons dits non essentiels va être prolongée jusqu'au 1er décembre. Cette décision dramatique pour notre économie mais compréhensible au niveau sanitaire nous rappelle l'importance d'avoir des commerces de proximité. Il est important de faire preuve de solidarité dans ces moments difficiles et nos petits commerces ont besoin de nous. Pour ces fêtes 2020, privilégions nos commerces locaux et nos artisans. Ne les laissons pas tomber dans la précarité et le chômage. Nous avons besoin d'eux et eux de nous. Leur savoir-faire ne peut pas être remplacé par la grande distribution et nous ne pouvons pas continuer à les laisser disparaître.
Pour nous contacter :
citoyens.inde.ser@gmail.com

TRIBUNE DE Brahim Charafi, Sarah Tessier.

Nouveau Parti anticapitaliste

Nous sommes rentrés dans un faux « reconfinement » au moment où la deuxième vague du Covid-19 révèle toute sa gravité. On va continuer à partir le matin au travail, envoyer les enfants à l'école, et le soir tout le monde va rentrer se contaminer au sein de la famille. La ministre du Travail ose pourtant affirmer : « Il n'y a pas de contamination au travail. » Alors que les services de réanimation sont déjà débordés, les profits des grands patrons ne doivent pas souffrir ! Alors on ne touche à rien en production, là où le télétravail est impossible. Et l'on envoie les enfants à l'école où le « renforcement » du protocole sanitaire est bidon car le gouvernement s'en moque, l'école sert de garderie du Medef ! La colère monte depuis la rentrée pour obtenir le dédoublement des classes et des embauches massives. Et il faut aussi des investissements d'urgence dans la santé : lits de réanimation, embauches de soignants ! Nos vies valent plus que leurs profits !

TRIBUNE DE Noura Hamiche.

VIOLENCES CONJUGALES

La lutte se poursuit

Le reconfinement fait craindre une recrudescence des violences au sein des foyers. De nouveaux dispositifs sont mis en place pour venir en aide aux femmes et à leurs enfants.

Au printemps dernier, la police a enregistré une hausse de 42% des appels d'urgence et 22 000 interventions de plus que la normale, selon le gouvernement. Pour endiguer ce risque, les femmes peuvent continuer de se signaler en pharmacie ou en supermarché, appeler le 3919, envoyer un SMS au 114 ou contacter le 17 en cas d'urgence. Cette fois-ci, elles n'ont pas l'obligation d'être munies de l'attestation de déplacement dérogatoire pour sortir.

Les services publics ouverts

« *Contrairement au premier confinement où nous étions seuls sur le terrain avec les forces de sécurité, les services publics et lieux des ressources sont ouverts* », souligne Gaëlle Tanasescu, coordinatrice du Pôle accueil violences intrafamiliales (Pavif) à Rouen. Ainsi, le centre communal d'action sociale (CCAS), les centres médico-sociaux et la Maison de la justice et du droit (MJD) sont accessibles à leurs horaires habituels. « *Ce confinement est plus souple et permet aux femmes d'amener leurs enfants à l'école et de garder un contact extérieur,* explique Delphine Queval, assistante sociale à la Maison du citoyen qui accompagne une quinzaine de femmes à Saint-Étienne-du-Rouvray. *Je peux continuer de les aider dans les dépôts de plainte notamment.* »

Même si l'enfermement accentue les risques de passage à l'acte physique, les associations craignent surtout une saturation des disponibilités d'accueil d'urgence et de mise à l'abri. « *Nous sommes en attente de l'ouverture d'un centre supplémentaire Covid* », précise Gaëlle Tanasescu, ce qui permettrait d'étendre les hébergements pour les femmes victimes de violence en cette période.

CONTACTS

- Police nationale : 17
- Maison du citoyen de Saint-Étienne du Rouvray : 02.32.95.83.60.
- Pôle d'accueil violences intrafamiliales (Pavif) : 02.35.71.26.01 et sur Facebook.com/pavif76
- Centre information sur les droits et femmes et des familles de Seine-Maritime (CIDFF) : 02.35.63.99.99 et sur Facebook.com/cidff76
- SOS violences faites aux femmes : 39 19
- Centre d'accueil spécialisé pour les agressions (Casa) du CHU : 02.32.88.82.84.
- Association d'aide aux victimes et d'information sur les problèmes pénaux (AVIPP) : 02.35.70.10.20.

RECONFINEMENT :
Quels sont les équipements municipaux ouverts au public pendant le confinement ?

OUVERTS

MAIRIE
De préférence sur rendez-vous : 02.32.95.83.83.

MAISON DU CITOYEN
De préférence sur rendez-vous : 02.32.95.83.60.

CRÈCHE ANNE-FRANK
02.35.66.86.10.

RELAIS D'ASSISTANTES MATERNELLES
Accueil sur rendez-vous
maisonfamille@ser76.com | 02.32.95.16.26.

RESTAURATION SCOLAIRE

LES ANIMALINS ET LES CENTRES DE LOISIRS

LE PÉRIPH ET LA STATION (SERVICE JEUNESSE)
De préférence sur rendez-vous :
Le Périph : 02.32.95.17.45.
La Station : 02.32.95.51.10.

PARCS ET JARDINS
Ouverts de 8h30 à 18h30

CIMETIÈRES
Aux horaires habituels

RESTREINTS

BIBLIOTHÈQUES
Possibilité d'effectuer une demande de retrait de commande : 02.32.95.83.68.
ou bibliotheques@ser76.com

LUDOTHÈQUE
Possibilité d'effectuer une demande de retrait de commande par téléphone : 02.32.95.16.25.

CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET DE DANSE
Cours à distance
Accueil téléphonique : 02.35.02.76.89.

LE RIVE GAUCHE
Accueil téléphonique : 02.32.91.94.94.

PISCINE ET GYMNASES
Activités maintenues pour le scolaire et le périscolaire
Accueil téléphonique : 02.35.66.64.91.

LES CENTRES SOCIOCULTURELS
Activités maintenues pour l'aide au devoir, le scolaire et le périscolaire
Accueil téléphonique :
Georges-Brassens : 02.32.95.17.33.
Georges-Déziré : 02.35.02.76.90.
Jean-Prévost : 02.32.95.83.66.

PORT DU MASQUE OBLIGATOIRE À PARTIR DE 6 ANS | RESPECT DE LA DISTANCE ET DES GESTES BARRIÈRES | SE MUNIR DE SON ATTESTATION POUR SE DÉPLACER

• ACCUEILS MUNICIPAUX

Tous les accueils des services municipaux sont joignables aux horaires habituels d'ouverture. L'accueil est possible dans les guichets municipaux pour les démarches, de préférence sur rendez-vous à prendre auprès du service concerné.

RENSEIGNEMENTS au 02.32.95.83.83.

• RESTAURATION SCOLAIRE ANIMALINS ET CENTRES DE LOISIRS

Tous les enfants inscrits sont accueillis selon les horaires habituels, les repas et les goûters sont fournis.
La mise en œuvre du protocole sanitaire impose des ajustements du fonctionnement pour limiter les brassages entre enfants.

• SPORT

Les accueils des enfants sur le temps scolaire sont possibles dans les gymnases et à la piscine. L'organisation de toute autre activité sportive est interdite, en plein air ou en intérieur.

• BIBLIOTHÈQUES

L'accueil des publics est interdit.
Le portage de livres à domicile est maintenu sur justificatif.
Possibilité d'effectuer un retrait de commande sur place et des retours dans les trois bibliothèques, sur rendez-vous aux horaires habituels d'ouverture au 02.32.95.83.68 ou par courriel bibliotheques@ser76.com
Pas d'envoi de lettres de relance.
Prolongation jusqu'au 31 décembre des documents empruntés depuis le 1er septembre.

• CONSERVATOIRE

Les cours s'adaptent (lire p. 5).

• LE RIVE GAUCHE

Le Rive Gauche est contraint d'annuler les spectacles programmés en novembre et de suspendre les ventes des spectacles du mois de décembre. La possibilité de reporter un maximum de dates est à l'étude.

Les billets achetés resteront valables pour les dates de report qui seront proposées. Toutefois les personnes souhaitant se faire rembourser peuvent retourner leurs billets originaux accompagnés d'un RIB à la billetterie du Rive Gauche.

Spectacles annulés ou reportés:

- *Trans Kabar*
- *Jean, solo pour un monument aux morts*
- *Au milieu d'un lac de perles*
- *Jusque dans vos bras*
- *Vilain !*
- *Ayo* (concert reporté en 21/22)
- *Féminines*
- *Les Ritals*

RENSEIGNEMENTS : 02.32.91.94.90 (administration) ou du mardi au vendredi de 13 h à 17 h 30 au 02.32.91.94.94 (billetterie), et par mail inforesarivegauche@ser76.com.

• LUDOTHÈQUE

L'accueil des publics est interdit mais le retrait de commande sur place est possible à la ludothèque sur rendez-vous aux horaires habituels d'ouverture.
Les retours sont possibles également.
Tél. 02.32.95.16.25.

• CENTRES SOCIOCULTURELS

Chaque atelier Unicité fera une proposition d'activité « à distance ». Chaque centre contactera ses usagers pour expliquer les modalités d'organisation.
Les activités liées à la scolarité, aide aux devoirs et CLAS, sont maintenues.

• JEUNESSE (STATION / PÉRIPH')

Un accueil individuel est possible au PIJ-La Station (02.32.91.51.10) et au Périph' (02.32.95.17.45), sur rendez-vous, aux horaires habituels d'ouverture.

• MARCHÉS

Les marchés alimentaires sont maintenus, le mercredi matin au Madrillet, place de la Fraternité et le dimanche matin, place de l'Église.

TRAVAUX SUR LES VOIES FERRÉES

SNCF Réseau, propriétaire et gestionnaire du réseau ferré national, procède à des travaux de régénération des caténaires sur la ligne Paris-Le Havre. Ces travaux sont réalisés à Saint-Étienne-du-Rouvray jusqu'à vendredi 27 novembre (semaines 47 et 48). Ils ne peuvent être effectués qu'en l'absence de circulations ferroviaires, soit chaque nuit de 22 h 30 à 6 h. Cette intervention nécessitera l'emploi d'un train usine potentiellement bruyant, même si tout sera mis en œuvre pour limiter au maximum les nuisances. Les trois accès au chantier se feront par les 1re et 2e Avenues, rue de la Plante et rue Barthélémy-Camille-Polonceau.

► Renseignements au 02.35.52.17.71.

DÉCHETS VERTS

DERNIÈRE COLLECTE

Contrairement à ce qui a été annoncé dans *Le Stéphanais* n°276, la dernière collecte des déchets verts de l'année 2020 aura lieu vendredi 27 novembre.

État civil

MARIAGES

Karim Ouskou et Asma Faïk, Pierrick Sehier et Camille Lemarié, Jérôme Dufour et Maëlle Mabilais, Jérémy Dos Santos et Héloïse Fauvel, Ouisam Amgar et Fatima Tahri.

NAISSANCES

Mehmet Durmus, Hermione Hauchard, Eline Lahbib, Elena Mirzoyan, Raphaëlle Terfas, Nahidé Yilmaz.

DÉCÈS

Jean-Claude Auzou, Danièle Eugénio, Christian Morel, Fatima Sissi, Patrice Venant, Jeannine Quedville, Williams Thieulin, Jean-Claude Barbu, Béatrice Héranval, Sonia Bentouati, Maria Da Conceiçao Da Silva, Jean-Pierre Rousseau, Nathalie Marchand, Zidane Lahmira, Lauriane Alvarez Lopez, Lucette Gohé, Moha Hajji, Thierry Langlois, Robert Nottelez, Denise Hédouin, Jean-Claude Lemasson, Rosita Jenback, Éric Leloutre.

ERRATUM

Contrairement à ce qui a été écrit dans *Le Stéphanais* n°275, page 15, c'est bien à l'usine de la Chapelle Darblay que Raymond Pannier a travaillé après son passage chez Masselin et non pas à la Grande Paroisse.

Gargantua, caricature d'Honoré Daumier (1808-1879) contre le roi Louis-Philippe Ier pour dénoncer son avarice et la corruption électorale pratiquée par la monarchie de juillet. ▶

LIBERTÉ D'EXPRESSION

La caricature, une tradition républicaine

Du pouvoir royal aux autorités religieuses, en passant par les juges et les patrons, les puissants ont de tout temps été visés par le crayon acéré des dessinateurs de presse, adeptes de la caricature.

Les coulisses de l'info

Courante depuis les débuts de la presse, la caricature est plus que jamais au cœur de l'actualité. Quels sont ses ressorts ? Quelles ont été ses « cibles » au cours des siècles ? Un regard dans le rétroviseur permet de constater que toutes les formes de pouvoir sont visées.

D'un coup d'œil, on perçoit le message. Déstabilisant, voire choquant. Humoristique, voire sarcastique. Tels sont à la fois le talent et le principe de la caricature. « Un bon dessin, c'est un coup de poing dans la gueule » avait coutume de dire l'écrivain, journaliste et dessinateur Cavanna, l'un des fondateurs de *Charlie Hebdo*.

Avant même l'ère de la presse, au XVIe siècle, les caricatures anticatholiques de l'Allemand Lucas Cranach ont servi à illustrer les pamphlets de Martin Luther contre le Pape, représenté sous les traits d'un âne. Puis, publié dans la presse, le dessin – et tout particulièrement la caricature, qui en est une des formes – est incontestablement devenu un moyen d'expression. Le plus souvent contestataire.

Le dessin sert la critique sociale

À tel point que les périodes de crise favorisent l'éclosion de caricatures acides. « *Le Français Honoré Daumier, antiroyaliste et anti-bonapartiste, a produit des dessins très engagés au XIXe siècle, pour contester le pouvoir en place et dénoncer les champs de ruine laissés par la guerre* », donne pour

À SAVOIR

Les hauts et les bas de la liberté d'expression

Hissée au rang de liberté fondamentale par l'article 11 de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen, la liberté d'expression a pourtant eu la vie dure, depuis 1789. Instaurée par Napoléon en 1810, la censure a globalement marqué le XIXe siècle, jusqu'à la loi sur la liberté de la presse de 1881. Au XXe siècle, les deux guerres mondiales et la guerre d'Algérie, à travers la loi sur l'état d'urgence, votée en 1955, ont à nouveau fragilisé la liberté d'expression.

◀ ***Nouvelle Bastille de*** **Theophile-Alexandre Steinlein. En 1873, l'Assemblée nationale vote l'édification d'une église à Montmartre, le Sacré-Cœur, à l'endroit même du massacre en 1871 des communards par l'armée versaillaise (entre 6 000 et 20 000 morts).**

exemple Gérard Gosselin, peintre et collectionneur stéphanais. Une célèbre caricature de Louis-Philippe, ridiculisé sous les traits d'un Gargantua absorbant l'or du peuple, a d'ailleurs valu à Daumier une peine de six mois de prison en 1831. Sous Napoléon III, le caricaturiste, qui est aussi un peintre de renom, sera même censuré plusieurs années, notamment après la parution du « Massacre de la rue Transnonain » qui dénonçait le bain de sang, engendré par l'armée, de douze habitants de cette rue parisienne, engagés dans un mouvement de revendication populaire.

De la fin du XIXe au début du XXe, avec la Commune de Paris, l'affaire Dreyfus, la colonisation ou encore la séparation de l'Église et de l'État, l'Histoire française a fourni aux dessinateurs d'alors des sujets particulièrement propices à la caricature. « *Le dessin a aussi servi la critique sociale,* rappelle Gérard Gosselin. *Le Franco-Suisse Steinlen a montré le rapport de force entre grévistes et police ou encore les perpétuels expulsés, fuyant la misère.* » La critique sociale mais aussi les revendications syndicales, certains dessins s'engageant pour défendre le droit de grève, la réduction des horaires de travail ou encore les congés payés. « *Les idées passaient par les textes, mais aussi par le dessin, surtout à une époque où beaucoup de gens ne savaient pas lire,* souligne le collectionneur. *L'image était alors une image de combat.* » Contrairement à l'illustration, le dessin de presse privilégiait un regard décalé, destiné à marquer les esprits. La recette n'a pas changé. ■

INTERVIEW

« Chaque pays a sa culture et sa manière de lire un dessin »

Michel Cambon, dessinateur, notamment pour *Le Stéphanais* (voir pages 10, 13 et la Une de ce numéro).

Quels sont les ressorts de la caricature ?

La caricature passe soit par l'exagération physique, avec les « portraits charge », soit par l'exagération des propos et des situations, pour les rendre grotesques. L'exagération est une forme de métaphore. Le langage du dessin de presse est très culturel, chaque pays a le sien. Moi qui suis très friand des caricatures britanniques, j'avoue que la plupart du temps je ne les comprends pas. On ne rit pas des mêmes choses ici et là ; et il y a plein de petites choses, de symboles, qui sont propres à chaque culture.

Ce qui peut créer des confusions ?

Oui car la caricature suppose une connivence entre un dessinateur, un journal et ses lecteurs. Par exemple, quand *Le Canard enchaîné* publie un dessin, son but est d'amuser ses lecteurs, qui sont habitués à la lecture particulière de l'actualité proposée par ce journal. Quand le dessin est sorti de cette relation, il peut y avoir une confusion. C'est le cas avec les caricatures de *Charlie Hebdo* qui provoquent des manifestations jusqu'au Pakistan, car il y a eu une manipulation de ces caricatures. Si le geste de dessin est universel, il utilise en revanche un langage particulier, à partir du moment où il est chargé d'un point de vue, d'une expression, comme dans la caricature.

Imprimez, c'est gagné

PHOTO : J.L.

Inspiré de l'opération « La ville en couleurs » qui a égayé la vie stéphanaise cet été, un jeu de société imprimable permet d'occuper dans la bonne humeur nos journées à nouveau confinées.

Stagiaire à la ludothèque au moment du confinement, Virginie Gezolme en formation BP JEPS (brevet spécialisé dans l'animation sociale) est une passionnée de jeux de société. « *Les Aventuriers du rail, Unlock ! 7 Wonders… Je dois en avoir à peu près 80 chez moi !* » Alors quand l'idée a émergé de créer un jeu en lien avec l'opération « La ville en couleurs » menée durant l'été dernier, elle a tout de suite été séduite. Avec Grégory Méjean, responsable de la ludothèque, elle échange pour voir comment la mener à bien. À la réouverture de la ludothèque fin juin, un petit groupe de jeunes de 12 à 24 ans qui fréquentent régulièrement l'équipement est déjà partant et enthousiaste. Le projet est lancé.

Stratégie et hasard

Durant tout l'été, Romain, Erwann, Raphaël, Christophe et Rafael se retrouvent avec assiduité chaque jeudi matin à la ludothèque avec Virginie Gezolme pour faire mûrir l'idée. « *Nous avons commencé par tester différents jeux pour avoir déjà une première base commune. Puis nous avons mis toutes les idées sur la table pour voir celles qui fonctionnaient le mieux.* » Le jeu prend forme peu à peu et un premier prototype est lancé avec l'aide des graphistes de la Ville. Le principe est simple : chaque joueur a un plateau à colorier représentant la ville et ses bâtiments. Des cartes couleurs sont distribuées et des cartes fleurs permettent d'engranger des points. Un peu de hasard, un peu de stratégie et surtout de la bonne humeur sont les ingrédients pour passer à coup sûr un bon moment. « *Nous ciblons plutôt les 9 -11 ans* », explique Grégory Méjean, mais le jeu fonctionne aussi en famille. De son côté, Virginie Gezolme assure l'avoir testé avec ses collègues « *et c'est très amusant. Ça fait du bien de retomber un peu en enfance !* » Une version « print & play » avec sa règle détaillée et ses plateaux et cartes à imprimer et à découper est d'ores et déjà disponible sur le site de la Ville pour occuper toute la famille dès 8 ans pendant le nouveau confinement. « *Mais nous allons également le valoriser auprès des centres de loisirs, des écoles, des collèges et pourquoi pas d'autres ludothèques. C'est un jeu facile à prendre à main* », assure déjà Grégory Méjean. Et d'ici la fin de l'année, deux versions plus « classiques » en boîte devraient être fabriquées pour la ludothèque. ■

INFOS Jeu à imprimer et à découper chez soi sur saintetiennedurouvray.fr rubrique : en pratique/culture, loisirs et sport/lieux culturels/ludothèque